

Tendances

Pragmatisme. Au Moyen-Orient, c'est le leitmotiv du moment, et il semble contagieux. Le sommet de Riyad (riyadhsummit2017.org) est un sommet de pragmatisme, avec des représentants de plus d'un milliard de musulmans (à l'exception notoire de l'Iran) réunis autour du Président américain Donald Trump arrivé à la Maison Blanche par la voie express de l'anti-islamisme. L'Arabie saoudite, le Monde islamique et les Etats-Unis se redécouvrent « stratégiquement alignés » dans la lutte contre le terrorisme, et « économiquement interdépendants » ... La délégation d'affaires accompagnant Trump à Riyad, les centaines de milliards de dollars de contrats civils et militaires engagés, et la « Vision 2030 » imaginée par l'ambitieux vice-prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz pour réussir son « programme de transformation nationale », sont la partie visible de ce pragmatisme partagé. L'encerclement de l'Iran, la normalisation avec Israël, l'écrasement de l'Etat Islamique, le règlement des crises syrienne, irakienne, yéménite, libyenne, en font partie également.

Mais si l'on pousse plus loin le raisonnement, on comprend que le pragmatisme des uns et des autres suppose aussi des **alternatives et des plans B**, à chaque fois qu'un plan A deviendrait incertain. Concrètement, et malgré le tsunami américain qui happe l'Arabie saoudite et qui atteindrait ses partenaires arabo-musulmans, un tour de table de partenaires et alliés internationaux restera utile, voire nécessaire, pour les dirigeants saoudiens et arabes qui y verraient une multiplication de leurs polices d'assurances...

La France, puissance moyenne et dynamique, choisira-t-elle de s'éclipser devant le forcing américain qui frappe aux portes des alliés de référence de Paris (Arabie saoudite, Qatar, Emirats Arabes Unis, Egypte, etc.) et d'alléger sa présence directe, au risque de perdre durablement de son influence dans une région proche et importante ?

Pragmatisme. A Paris aussi, cela semble être le mot d'ordre du nouveau pouvoir, et cela est visible à plus d'un niveau : choix du Premier ministre, composition du gouvernement, constitution des équipes élyséennes, priorités du calendrier, visites à l'étranger, rencontres diplomatiques, etc. Les partenaires arabes de la France l'ont souvent sollicitée ces dernières années par défaut (plan B lorsqu'on doutait du plan A américain), avant de la retenir par les intérêts et les sentiments. Il n'y eût pas que des

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

succès, avec, souvent, des incohérences des deux côtés, et surtout de la part d'une France dont le mécanisme décisionnel connaissait parfois des ratés... **Le Président Emmanuel Macron affiche un pragmatisme qui suscitera, sans aucun doute, quelques interrogations et même des inquiétudes auprès des partenaires arabes qui pensaient infléchir les politiques françaises** suivant leurs propres intérêts du moment, et à un moindre coût...

Même s'il n'est pas « dans sa zone de confort » lorsqu'il revêt l'uniforme militaire ou lorsqu'il doit gérer les dossiers complexes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, Macron a montré, au tout début de son mandat, une détermination sans faille à récupérer ses prérogatives présidentielles et à les centraliser à l'Elysée. La Défense, dans sa dimension stratégique, et européenne, revient à l'Elysée et ne peut plus souffrir d'une gestion par procuration.

Son nouveau voyage, au Mali, après celui de Berlin où il était accompagné de son (super) conseiller diplomatique Philippe Etienne (avant l'annonce du gouvernement), est l'occasion pour le Président de **s'exercer à l'action diplomatique** qu'il ne maîtrise pas, avec la rencontre de son premier chef d'Etat en la personne d'Ibrahim Boubacar Keïta. C'est aussi l'occasion **de se présenter en chef des Armées, sur le terrain extérieur**. Enfin, c'est surtout l'occasion pour lui d'arbitrer entre deux Ministres qui pourraient, pour une raison ou une autre, se retrouver en mal de coordination sur des dossiers importants...

Le Ministère de la Défense devenu Ministère des Armées, est confié à Sylvie Goulard, député européen, avec comme mission principale la gestion des affaires courantes des Armées et une réflexion sur la Défense commune européenne. Le (super) Ministre de la Défense sortant Jean-Yves Le Drian, très apprécié et soutenu par les militaires et le Complexe Militaro-Industriel, se retrouve aux Affaires étrangères, avec un Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le Drian, qui accompagnait le 19/05 le Président de la république dans son déplacement auprès des troupes de l'opération Barkhane, ne désespère pas de se positionner à l'intersection de la diplomatie et de la défense, avec l'ambition de compenser l'effritement évident de son influence. Cela ne serait pas sans risque pour l'harmonie de l'équipe présidentielle. La Ministre des Armées faisait partie du voyage à Gao, naturellement, pour s'enquérir de l'état des troupes en Opex (elle s'est rendue ensuite auprès des militaires de l'opération Sentinelle), faisant surtout de la figuration pour le moment.

Sur le Moyen-Orient, quelques signaux faibles supposent une **détermination de l'Elysée à élaborer les grandes lignes stratégiques**, qu'elles soient diplomatiques, militaires, économiques, etc.

Le Président Macron, qui s'est (très brièvement) initié aux dossiers moyen-orientaux à l'occasion des visites qu'il a effectuées au Liban et en Algérie en pleine campagne présidentielle, a eu d'autres occasions de s'intéresser aussi à la région et aux relations arabes de la France. Au lendemain de son élection, il a reçu deux appels téléphoniques, en provenance d'alliés arabes historiques : l'un du Roi du **Maroc** Mohammad VI (toujours aussi susceptible sur la question du Sahara occidental) et l'autre du Roi **d'Arabie saoudite** Salman Ben Abdulaziz (toujours aussi désireux de préserver l'alignement de la

France sur les positions saoudiennes, même lorsqu'il s'apprête à « prêter allégeance » à un certain Donald Trump...). Il a reçu les félicitations de la plupart des dirigeants de la région, y compris, bien évidemment, du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu (qui avait besoin de se rassurer rapidement sur les intentions de la France à l'égard des solutions prévues au conflit israélo-palestinien) et du Président iranien (qui jouait sa réélection) Hassan Rouhani (dont la réélection confirme le pragmatisme aussi du peuple iranien dans le contexte actuel). Il s'est entretenu au téléphone, le 22/05, avec son homologue libanais Michel Aoun (projet de visite à Paris en cours).

Sur l'Iran d'ailleurs, la réactivité de l'Elysée est à saluer. Sans attendre, le 21/05, et alors que Trump consacrait le renouveau de l'alliance stratégique entre Washington et Riyad, le Président Macron adressait ses félicitations à Rouhani, souhaitant (communiqué de l'Elysée) que « ce nouveau mandat confirme l'amélioration des relations anciennes entre la France et l'Iran ». C'est un communiqué « présidentiel », « macronien », pragmatique et constructif... Après cet échange de communiqués entre Rouhani et Macron, les deux hommes ont eu (le 22/05) une conversation téléphonique axée, selon les agences de presse iraniennes (ISNA), sur (i) la coopération entre Paris et Téhéran pour régler la crise syrienne (sur ce dossier, Paris venait de démentir son intention de rouvrir son Ambassade à Damas comme le rapportait le quotidien saoudien al-Hayat le 22/05), (ii) la coopération pour combattre le terrorisme, et (iii) le souhait de Rouhani de voir l'Europe (et la France donc) refuser de s'aligner sur la position (radicale exprimée à Riyad) du Président américain Donald Trump vis-à-vis de l'Iran. (Lire : « **E-Diplomacy** »).

La Syrie s'impose, à nouveau aussi, à la France, et le Président Macron semble **prendre conscience des dérives de la phase précédente**, celle d'un alignement aveugle sur les vues saoudiennes jusqu'à pêcher parfois par excès de zèle (y compris à l'égard de ses propres alliés américains et européens...). Le sujet était abordé lors de l'entretien téléphonique (18/05) entre les Présidents Macron et Vladimir Poutine. L'effet boomerang ne s'est pas fait attendre, puisque, le même jour, le Ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal al-Moqdad conseillait Macron de « s'éloigner de la malédiction syrienne » et de « ne pas répéter l'échec de ses prédécesseurs » ... Sur ce dossier, la France se retrouve quelque peu marginalisée, avec la consolidation des positions russes et le retour en force de Washington. Que fera la France ? Que fera l'Elysée ? Que (ne) fera (pas) le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où Jean-Yves Le Drian maintient ses priorités de la Défense : en finir avec Daech avant de passer à la suite, et où son dircab l'Ambassadeur Emmanuel Bonne, un des diplomates ayant travaillé pour le candidat Macron (actuellement Ambassadeur à Beyrouth, il a été responsable de la zone MOAN au Quai d'Orsay et conseiller diplomatique de François Hollande), pourrait avoir d'autres priorités... ? Macron tranchera (lire : « **La France vue par les 24** »).

Il devra le faire aussi sur le très complexe **dossier iranien**, sur celui des **Frères Musulmans**, en planchant sur les mesures à exiger des **partenaires qataris et saoudiens** pour lutter efficacement contre le financement du terrorisme et l'islam radical en Europe, sur la **question israélo-palestinienne**, du **Hezbollah**, etc.

La Libye illustre aussi le risque de divergences entre deux tendances au sein du pouvoir français : l'ex-Ministre de la Défense dont les troupes soutenaient, sur le terrain, le chef de l'Armée Nationale Libyenne le maréchal Khalifa Haftar (soutenu par deux alliés arabes de la France : Le Caire et Abou Dhabi, et par Moscou), préconise, maintenant qu'il est aux Affaires étrangères, d'associer Haftar et son Armée aux projets imaginés actuellement pour une sortie de crise en Libye, aux côtés du Premier ministre Serraj soutenu par la France sous Hollande (et que soutient aussi l'ONU). Là aussi Macron devra trancher (lire : « **Spotlight** »).

Au Moyen-Orient, **les dossiers pressants sont nombreux où le Président et l'Élysée devraient très vite s'imposer et arbitrer entre des orientations qui pourraient aller même à contresens l'une de l'autre.** Ici aussi le pragmatisme devrait prévaloir, dans l'intérêt de la France. L'ancien Ministre de l'Economie, aujourd'hui Président de la république, chef des Armées et « diplomate en chef », saura-t-il tirer parti du contexte géopolitique actuel au Moyen-Orient pour mener une opération de repositionnement réussie de la France ? Que choisira-t-il : **la continuité** sur les dossiers du Moyen-Orient, **la rupture, le changement dans la continuité** ? S'il y a une première leçon qu'il convient de tirer des expériences récentes, lorsque le pouvoir à Paris était traversé par des opinions parfois contradictoires, et lorsque l'idéologie déformait la réalité, c'est celle de la « **cohérence stratégique** » qui devrait guider les actions de la France sur la zone.

E-Diplomacy

- **Iran – France** : Respectant son obligation de réserve lors de l'élection présidentielle iranienne, l'Ambassade de France à Téhéran (@FranceenIran) a attendu la publication par l'Élysée du communiqué par lequel le Président Emmanuel Macron adressait ses félicitations au Président iranien Hassan Rouhani, pour le reprendre sur ses réseaux sociaux, sans commentaire.
Ce communiqué, sobre et élégant, et qui vient en réponse aussi aux félicitations adressées par Rouhani à la France lors de l'élection de Macron, va droit à l'essentiel. Dans ce communiqué, pragmatique et équilibré, l'Élysée indique (21/05) que le Président français « souhaite que ce nouveau mandat confirme l'amélioration des relations anciennes entre la France et l'Iran », et que « la France continuera à exercer toute sa vigilance sur la stricte mise en œuvre de cet accord » (14 juillet 2015) « qui a permis de régler par la diplomatie le différend nucléaire ». Le communiqué présidentiel promet aussi à Rouhani que « **le Président Emmanuel Macron demandera au gouvernement français de travailler activement à l'intensification des liens économiques, scientifiques et culturels avec l'Iran** » ... Jean-Yves Le Drian, « l'ami des Saoudiens », n'aurait pu aller aussi loin, même à la tête de son MAE et malgré sa forte déception

à l'égard de Riyad ... L'Elysée a tranché, avec prudence et sans risquer de froisser les alliés arabes de référence de la France, et surtout l'Arabie saoudite qui se jette, à nouveau, dans les bras des Etats-Unis.

*La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP*

La France vue par les 24

Le dossier syrien était abordé lors de l'entretien téléphonique (18/05) entre le Président français Emmanuel Macron et son homologue russe Vladimir Poutine. Le même jour, le Ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal al-Moqdad conseillait à Macron de « s'éloigner de la malédiction syrienne » et de « ne pas répéter l'échec de ses prédécesseurs » ... La *LettreM* revient ici sur l'évolution de la position française sur la crise syrienne, et sur la Syrie de manière plus générale, au cours des dix dernières années, sur les points forts et les incohérences aussi de cette politique (ou absence de politique) syrienne de la France. Un point de situation au début du mandat du Président Macron s'impose, et une présentation des grandes options qui s'offrent à l'Elysée dans le contexte actuel pour rester dans le jeu syrien. Que peuvent attendre les Syriens, les partenaires arabes de la France, les Iraniens ou encore les Turcs, et que s'attendre des Russes et des Américains ? Comment la France est perçue par l'axe syro-iranien lorsque le dossier des arrangements politiques, et même de la reconstruction de la Syrie, est abordé ? Comment évolue cette image d'une France qui s'est impliquée et engagée en Syrie, soit un peu trop tard soit un peu trop tôt, en fonction des événements ? (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

- **Défense & Armement**

- **Arabie saoudite :**

- Priorité à l'industrie de défense nationale (SAMI)
- Méga-contrats d'armement américains : quid des programmes français ?

- **Egypte :**
 - Accélération du programme d'équipements des Mistral : Ka-52

- **EAU :**
 - Signature d'un nouvel accord de coopération avec Washington
 - Commande de 160 missiles Patriot (\$2md)

- **Liban :**
 - Pont aérien au profit des FAL
 - Aides franco-saoudiennes : optimisme libanais

- **Oman :**
 - Livraison des Eurofighter : confirmation du calendrier

- **Qatar :**
 - Le QG de la base militaire turque installé à Doha : armements turcs

- **Turquie :**
 - Erdogan vend son industrie de défense à Trump et à MBS

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Spotlight

Arabie saoudite

Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz veut accroître sa visibilité aux Etats-Unis. Le Prince héritier, premier vice-Premier ministre, Ministre de l'Intérieur, qui reste un des piliers de la coopération sécuritaire entre Riyad et Washington, s'est entretenu avec le Président Donald Trump en marge du sommet de Riyad, en présence de

Tillerson, Kushner, Cohn et Priebus. Quelques jours plus tôt, on apprenait que MBN, connu pour sa discrétion plutôt, a confié à une société de relations publiques américaine (SPG) un contrat (\$5,4m) pour promouvoir l'image et les intérêts du Ministère de l'Intérieur. Ce contrat, un des rares du genre signés par le Mol saoudien, profitera certainement à l'image de MBN, alors que son Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz multiplie les contrats de lobbying et de communication au profit du gouvernement saoudien (JASTA, terrorisme, droits de l'homme, Iran, etc.), du Ministère de la Défense (guerre au Yémen, guerre contre le terrorisme), des intérêts économiques saoudiens (Aramco, Vision2030, etc.). MBS est systématiquement au cœur des campagnes de lobbying et de communication commandées par Riyad. Comparé à lui, MBN est un novice. Frappera t-il aux portes des communicants parisiens ?

Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, auquel on attribue l'idée de ce sommet de Riyad qu'il aurait proposée à Trump lors de sa visite à la Maison Blanche, est aussi derrière le sommet des hommes d'affaires saoudo-américains (*First Saudi-US CEO Forum*) dont il aurait discuté le scénario avec Jared Kushner. MBS, qui a eu le privilège aussi de s'entretenir avec Trump à Riyad, en présence de Kushner, Cohn et Bannon, se voulait également visible au Forum des CEO où il est déjà bien introduit auprès de la communauté des affaires américaines. Au Forum, la mise en scène imaginée par MBS et Kushner était respectée avec l'annonce de plus de 15 accords et contrats (les accords signés en présence du Roi Salman et du Président Trump sont évalués à \$280md) impliquant les CEO de géants tels que General Electric, Raytheon, Lockheed Martin, General Dynamics, ExxonMobil, Boeing, Honeywell, etc. Monsieur « Vision 2030 » devient incontournable sur la voie Washington-Riyad. Paris a toujours besoin de [définir sa propre « vision » de la Vision 2030](#), afin de ne pas se retrouver en marge de ce vaste et ambitieux programme de transformation nationale.

Egypte

Abdel-Fattah al-Sissi se rend à Riyad pour voir Trump. Malgré l'amélioration des relations saoudo-égyptiennes, le Président Sissi laissait planer le doute, jusqu'aux derniers jours, sur son intention de participer, personnellement, au sommet de Riyad. Il semble que l'appel téléphonique qu'il a reçu du Président Trump (15/05) ait fait son effet, d'autant que la Présidence égyptienne a aussitôt annoncé que le Président américain doit se rendre au Caire « à la première occasion ». Cerise sur le gâteau : Sissi a pu rencontrer Trump, en tête à tête, en marge du sommet de Riyad, le 21/05.

Emirats Arabes Unis

Mohammad Ben Zayed Al Nahyan, a effectué une visite de deux jours à Washington, où il a été reçu par le Président Trump à la Maison Blanche, au Département d'Etat et au Pentagone. Cette visite, à la veille du sommet de Riyad, a été confirmée par la Maison Blanche, le 09/05 : à Abou Dhabi, cela est interprété comme un geste appréciable de la part de Trump à l'égard de l'allié arabe de premier rang que sont les EAU, alors que les détracteurs des Al Nahyan, et les milieux proches des Frères Musulmans et même de certains clans saoudiens, y voyaient un

manque de tact de la part de MBZ (qui avait déjà « court-circuité » le sommet de Camp David entre le Conseil de Coopération du Golfe et l'ancien Président Obama, pratiquement de la même façon). MBZ, qui était accompagné de ses deux frères Abdullah Ben Zayed Al Nahyan (MAE) et Tahnoun Ben Zayed Al Nahyan (Conseiller pour la sécurité nationale), a assisté à la signature (« mise à jour ») de l'accord de coopération militaire entre les EAU et les Etats-Unis, et qui devrait élargir l'implication des Américains dans la défense émiratie.

Libye

Khalifa Haftar profite-t-il de l'arrivée de Jean-Yves Le Drian aux Affaires étrangères en France ? Certains milieux libyens et égyptiens semblent en être convaincu. L'appel lancé par la France (18/05) en faveur de la création d'une Armée d'union nationale en Libye, pour combattre l'Etat Islamique, et qui inclurait le chef de l'Armée Nationale Libyenne le maréchal Khalifa Haftar, semble conforter ce point de vue. La prise de position française a été annoncée par le porte-parole du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Romain Nadal, qui n'a pas fait mention du Premier ministre Fayed Serraj, dont le gouvernement soutenu par l'ONU était soutenu par le Quai d'Orsay. Lorsque le MAE français soutenait officiellement Serraj, les militaires engagés sur le sol libyen (alors que Jean-Yves Le Drian était à la Défense) soutenaient (aussi) l'Armée de son rival Haftar (ce dernier est soutenu par deux alliés arabes de la France : les EAU et l'Egypte, et par la Russie). C'est la première fois que la France officielle affiche publiquement son soutien à Haftar.

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me